

RÉSISTANCE SOCIALE

La République sera sociale ou ne sera pas. Jean Jaurès



SOMMAIRE

p.1 : L'édito / **p.2** : Solidarité internationale / **p.3 à 6** : Place au débat (Par Jean-Claude CHAILLEY) / **p.7** : Actualité sociale / **p.8** : Coup de gueule (Par Aure ANDRE)

L'ÉDITO

Trois mois à peine avant l'élection présidentielle, bien malin qui peut dire avec certitude quels seront les candidats présents. C'est à ma connaissance la première fois que cela arrive sous la cinquième république hors cas particulier de la démission de de Gaulle en 1969 et du décès de Georges Pompidou en 1974.

Cette situation est un peu le reflet de la déliquescence des grands partis obligés de recourir à des primaires pour désigner leur candidat. Primaires censées donner une légitimité supplémentaire à celui qui en sort vainqueur. Légitimité qui semble bien faible aujourd'hui pour François Fillion, empêtré dans plusieurs affaires qui démontrent surtout qu'on a affaire à un homme avide de pouvoir et d'argent. Au fond peu importe que sa femme et ses enfants aient ou non bénéficié d'emplois fictifs. Ce qui choque, c'est les rémunérations dont ils ont bénéficié, d'autant qu'il s'agit bel et bien d'argent public financé par les impôts des citoyens.

Du côté de la primaire de gauche, c'est donc finalement Benoît Hamon qui en est sorti vainqueur. On ne peut que se réjouir de la défaite sans appel de Valls et du même coup de la politique sociale menée depuis 2012. D'autant que la victoire d'Hamon peut constituer une étape vers le nécessaire rassemblement de la gauche. Au-delà de son programme, avec lequel on peut être en désaccord sur tel ou tel point, c'est incontestablement une bonne nouvelle, car ça replace la gauche dans son ensemble dans le jeu pour cette présidentielle.

A condition qu'elle s'unisse bien sûr. Le désarroi de la droite peut profiter à Le Pen, mais

celle-ci est elle-même engluée dans une affaire d'emploi fictif. Quant à Macron, dont certains rêveraient d'en faire un nouveau Giscard, ce qui filtre de son programme devrait inciter à plus de prudence les nouveaux convertis issus de la droite du PS, dont le social libéralisme pourrait bien apparaître bien pâle face au libéralisme assumé de l'ancien ministre des finances. Enfin, Mélenchon se trouve à la croisée des chemins : soit continuer seul sa route au risque de se planter, soit accepter de participer au rassemblement de la gauche, permettant ainsi à celle-ci d'avoir une chance réelle d'être présente au second tour et de faire élire dans la foulée, aux élections législatives, des femmes et des hommes ayant vraiment la volonté de changer les choses et d'agir pour l'ensemble de nos compatriotes et non pour une caste de gens riches et bien portants. N'oublions pas Jadot, candidat investi par EELV, qui semble prêt à lâcher prise en échange d'un accord avec le PS pour les législatives.

Et, pendant ce temps-là le monde continue de tourner. Comme on pouvait le craindre, le nouveau président américain, Donald Trump multiplie les gestes antisociaux et xénophobes : coup d'arrêt donné au programme d'Obama sur la santé, construction d'un mur entre les Etats-Unis et le Mexique, décret visant à interdire l'accès aux ressortissants de certains pays musulmans, et même projet d'abrogation d'un texte fixant la séparation de l'Etat et de la religion... Mesures qui entraînent, bien sûr, l'opposition de plus en plus de citoyens américains et du reste du monde. Trump fait peur.

(Suite page 2)

L'EDITO (suite)

Du côté de l'Europe, tandis que le Brexit avance, la Grèce est à nouveau l'objet d'injonctions pour prendre de nouvelles mesures antisociales, au point que certains, dans l'entourage de Tsipras, commencent à penser ouvertement à une sortie de l'euro.

En Roumanie, ce sont des mesures favorables à la corruption qui jettent la population dans la rue. L'Italie a aussi des soucis avec ses banques. Il ne fait aucun doute que quel qu'il soit, le Président qui sortira des urnes aura un rôle important à jouer en Europe. Se jettera-t-il dans les bras de Merkel, comme Hollande en 2012 ou osera-t-il s'opposer à la politique austéritaire qui frappe l'ensemble des pays de l'euro, détruisant peu à peu leurs liens sociaux et leurs services publics ? C'est tout l'enjeu des prochaines élections en France (et un peu plus tard en Allemagne).

Cela, dans un contexte où la menace d'attentats est toujours forte dans le monde comme on l'a vu il y a quelques jours au Canada ou à Noël en Allemagne. Plus que jamais, on attend de nos responsables politiques, non seulement qu'ils soient intègres et soucieux de l'intérêt national, mais aussi qu'ils soient capables de faire face à cette situation.

Avant tout, on attend bien sûr aussi du nouveau Président et de la majorité gouvernementale qui sortira des urnes qu'elle s'attaque enfin avec vigueur au problème du chômage et de la précarité grandissante. Il n'est pas acceptable que, dans la cinquième puissance mondiale, des femmes, des hommes, des enfants dorment dans la rue, y compris quand ils ont un boulot.

Marinette BACHE

SOLIDARITE INTERNATIONALE

► ETATS-UNIS

Bernie Sanders avait su soulever un espoir, en particulier dans la jeunesse, lors de la campagne des Primaires. Si Hillary Clinton avait remporté, avec l'appui de la finance, les Primaires démocrates, elle n'aurait pas pu proposer une alternative à la politique libérale classique menée aux Etats-Unis. C'est Donald Trump qui s'est appuyé sur la vieille droite réactionnaire de l'Amérique profonde mais aussi sur le sentiment d'abandon des classes ouvrières blanches pour devenir le 45ème Président des Etats-Unis.

Il se révèle dès son entrée en fonction comme fidèle à l'image qu'il a donnée de lui pendant sa campagne. Ses 1ères décisions en sont la démonstration.

D'une part, il refuse de continuer à subventionner les associations qui promeuvent le droit à l'avortement, entre autres dans les pays du Tiers monde. Ensuite, il signe un décret empêchant l'entrée aux Etats-Unis des ressortissants de 7 pays : Iran Irak, Syrie, Lybie, Yémen, Somalie et Soudan. Pire, les détenteurs de carte verte qui ont eu le malheur de se rendre temporairement dans leur pays d'origine ne peuvent revenir aux Etats-Unis. Qu'ils aient quelquefois été des employés de l'armée américaine n'y change rien ! Enfin, il lance le financement pour la construction du mur de la honte le long de la frontière mexicaine.

C'est bien un système ouvertement raciste, sexiste, homophobe et où, avec le nouveau Vice-Président Pence, le dogme religieux gagne en influence, qui s'est installé au pouvoir.

C'est aussi une politique clairement anti-sociale qui va être enclenchée avec en ligne de mire l'Obamacare, qui permettait aux Etatsuniens défavorisés un minimum d'accès aux soins. Le peuple des Etats-Unis va connaître des années difficiles.

En ce qui concerne la politique étrangère, ses annonces de mettre fin au TAFTA et de son retrait en partie du financement de l'Otan ne sont pas pour nous troubler. Le reste est plus flou et la personnalité de Donald Trump n'est pas pour rassurer.

PLACE AU DÉBAT

Dossier Revenu de base, travail, financement, Sécu, alternatives

Par Jean-Claude CHAILLEY

Plusieurs candidats aux primaires de droite comme de gauche (LR, PS, EELV) ont fait du revenu universel l'axe de leur campagne pour la présidence de la République. De nombreuses organisations politiques, syndicales, associatives, se prononcent pour ou contre ou réfléchissent. Le revenu de base s'étend aussi en Europe dans des pays « austéritaires » comme la Finlande, au Parlement européen...

Qu'est-ce que le revenu de base ? (aussi appelé universel, d'existence,...)

Beaucoup de variantes. Exemple, la pétition Initiative Citoyenne Européenne : chacun y a droit de la naissance à la mort. Le revenu de base devrait être au minimum égal au seuil de pauvreté, soit environ 1000 € pour la France. C'est un budget de 800 milliards €. Il y a aussi des propositions à « seulement » 300 milliards, 500 milliards...

REVENU DE BASE et TRAVAIL : LES ARGUMENTS EN PRESENCE

- Pour NKM, qui a axé sa primaire de droite sur la « modernité », le « numérique » : « *Qu'on arrête de s'inquiéter de l'ubérisation* ». « *Le plein emploi ...l'erreur c'est de le faire avec les critères du monde d'avant, le salariat...David Cameron dans son premier mandat a créé 2 millions d'emplois dans le travail indépendant* »
 - Benoit Hamon : « *Revenu Universel d'Existence, protection sociale du XXIème siècle* » : « *Je créerai un statut unique pour tous les actifs afin de dépasser la distinction entre salariat et travail indépendant (1)* ». « *choisir les mobilités* ». « *Autonomie* » « *Revoir le partage du temps de travail et le financement de la protection sociale* ». « *Quand je parle de taxe sur les robots, c'est pour que tout le monde comprenne bien que le travail ou l'intelligence humaine ne sont plus les seuls facteurs de création de richesses...* »(2)
 - Pour le « frondeur », Christian Paul, le revenu universel est « *une façon d'accepter le chômage de masse* »
- (1) Les médias titrent sur la proposition (populaire) de B Hamon d'abroger la loi El Khomri. Mais est-ce qu'un « statut unique de l'actif » ne remet pas en cause la notion même de salariat, donc l'existence du code du travail, du statut de la fonction publique, les régimes spéciaux... ?
- (2) La formule est floue car Benoît Hamon sort de son contexte un rapport de la Commission juridique du Parlement européen. Ce rapport est axé sur la détermination des responsabilités lorsqu'il y aura des robots autonomes et l'intelligence artificielle, donc bien au-delà du prochain quinquennat.
- EELV : revenu de base adopté par le congrès. Pour le sénateur Jean Desessard : « *Le numérique pourrait supprimer 3 millions d'emplois en France à l'horizon 2025... Face à cette révolution, le revenu de base apparaît ainsi comme une solution durable face à un chômage structurel* ». Montant 524 € pour Yannick Jadot candidat EELV
 - Manuel Valls : « *Revenu décent (3) : base d'une protection sociale refondée* ». « *...multiplication des emplois à temps partiel, contrats courts, périodes de chômage* ». Aussi, « *notre protection sociale doit s'adapter à ces nouveaux parcours* ». Il faut « *protéger les salariés, mais aussi les indépendants, les chômeurs, ceux qui cumulent plusieurs activités, ceux qui sont en transition professionnelle, ceux qui font face à la précarité* ».
- (3) Le revenu dit « décent » c'est la fusion de 10 minimas sociaux, tous inférieurs au seuil de pauvreté, « *base d'une protection sociale refondée* ».
- PCF : Frédéric Rauch (rédacteur en chef Economie et politique) : « *le revenu de base entérine la logique du capital. Il favoriserait la pression à la baisse sur les salaires. Pourquoi, en effet, les augmenter, ou même conserver un Smic, si les salariés bénéficient d'un revenu d'existence déconnecté de tout véritable emploi* ». Même analyse du groupe CRC au Sénat.
 - Jean Luc Mélenchon : « *Aucune proposition au-dessus du seuil de pauvreté... Comment va-t-on à un revenu minimum décent sans travailler ? C'est un RSA socle ...qui permettra aux employeurs de baisser les salaires* ».
 - NPA : « *Peut-on faire rentrer dans un cadre commun un revenu de base* », béquille des contre-réformes libérales, favorisant la « *baisse du coût du travail* » et la précarité ?
 - ATTAC : Stéphanie Treillet : « *Le travail salarié est la fois subordination, aliénation et facteur d'émancipation* ». « *Revenu d'existence : un danger pour l'autonomie des femmes* ».

- Jean Marie Harribey : « *si l'allocation universelle était un substitut permanent à une répartition équitable du travail et des revenus, elle ne serait qu'une rente versée à des chômeurs transformés en rentiers de la misère* ».

Donc EELV pour ; diversité au PS ; PC, PG, NPA, Attac, contre.

CGT : « *Le revenu de base reprend à son compte l'idée qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura plus jamais du travail pour tout le monde... Il conviendrait donc de ne plus entretenir la fiction d'un retour au plein emploi et de dissocier en partie activité professionnelle et revenu... Ce projet pose les bases d'une société structurellement duale dans laquelle une fraction plus ou moins importante de la société détiendrait le monopole des activités lucratives* ».

Philippe Martinez : « *le revenu de base, c'est la négation du travail* »

FO : « *revenu universel : une fausse bonne idée !!! «Quelle qu'en soit la forme, la mise en place d'un revenu de base signifierait pour FO une institutionnalisation de la précarité et un détricotage des avancées sociales* ».

CFDT : « *la CFDT réfléchit sur le revenu universel... mais les questions qu'il soulève sont complexes : ce n'est pas un hasard si l'idée est portée des altermondialistes aux ultralibéraux. Pour certains, c'est un socle de solidarité qui permet de remettre au cœur la dimension émancipatrice du travail. D'autres sont dans une logique d'aumône entraînant l'exclusion durable de certains du marché du travail. ...Il y a peut-être une voie à creuser...* ».

SOLIDAIRES : pas de position pour l'instant

CFE-CGC : Pas « *fermée sur le sujet* » mais : « *Alors que l'automatisation, l'ubérisation et la révolution numérique bouleversent l'organisation du travail, la CFE-CGC rappelle par ailleurs que le salariat va et doit rester le modèle dominant, quand d'aucuns présentent parfois le revenu de base comme un moyen de sortir du modèle du salariat...* ».

UNSA : « *Il apparaît aujourd'hui que le revenu universel de base doit être intégré dans des débats plus larges sur l'avenir de notre société et de notre rapport au travail comme un des moyens de répondre aux inégalités sociales et la destruction d'emploi...* ».

En Finlande, où l'on teste 560 € pour les seuls chômeurs, la confédération SAK : « *le danger est de "subventionner" l'emploi sous-payé, en exonérant les entreprises d'offrir des plein-temps correctement rémunérés -- puisque l'État pourvoit en partie aux besoins des personnes... Nous ne soutenons pas un marché du travail sans salaires décents, où les travailleurs sont partiellement payés par la Sécurité sociale. En pratique, cela revient à une aide aux entreprises* ».

Rappelons quelques fondamentaux :

C'est le travail qui est l'unique créateur de produits, de services... Les machines, les robots, augmentent la productivité, mais, s'il n'y a pas de salariés, rien ne sort. Lorsque la grève est totale, rien n'est produit, y compris dans les usines les plus robotisées.

- On note l'hostilité ou la plus extrême réserve des syndicats, y compris ceux qui approuvèrent la loi El Khomri, les réformes des retraites... car c'est l'existence même du salariat qui est remise en cause au profit de la précarité à vie.
- La « raréfaction du travail », le chômage et la précarité de masse, ne sont pas une fatalité, mais le résultat des politiques (sociaux)-libérales, car il y a d'immenses besoins sociaux et environnementaux à satisfaire, parce qu'on peut réduire le temps de travail, revenir à la retraite à 60 ans...
- Le travail est / doit devenir émancipateur : qui peut soutenir que renvoyer les femmes au foyer favoriserait leur autonomie, leur émancipation ? Ou les hommes ? Vivre de petits boulots soi-disant « choisis » lorsqu'on a l'âge et la capacité de travailler est-il émancipateur ? Le chômage est dur à vivre et pas seulement pour raisons financières.
- Ne pas travailler, donc profiter du travail des autres, n'est-ce pas le comble de l'individualisme, qu'on dénonce lorsqu'il s'agit d'héritiers fortunés ?
- Dans une société capitaliste, le travail est à la fois indispensable individuellement et socialement et, en même temps, le salarié est subordonné. C'est d'ailleurs, la raison d'être du code du travail, de la législation sociale, bien insuffisantes. Le travail sera vraiment émancipateur au sens plein du terme dans une République sociale se substituant au libéralisme.

LE REVENU DE BASE : BAISSÉ DES SALAIRES, FIN DU SMIC

- Les employeurs auraient beau jeu d'arguer du revenu de base pour baisser les salaires, dont les cotisations sociales.
- Le revenu de base est incompatible avec le SMIC, c'est son substitut.
- Dans toutes les propositions, le revenu de base est inférieur au SMIC et souvent loin du seuil de pauvreté ! Etant une allocation, et pas un salaire, il y a 0 cotisation à la Sécurité Sociale, 0, à l'Assedic, 0 à l'Arrco et l'Agirc...

Le financement du revenu de base

Le miracle des campagnes électorales, c'est que les coupes budgétaires à peine votées, le déficit budgétaire au-dessous des 3 % exigés par l'Union européenne respecté, on donne l'impression à la télé de pouvoir dégager des milliards par centaines, de s'affranchir des traités européens... tout en se faisant fort de convaincre Angela Merkel, la Commission européenne...

Le montant du revenu de base

Mme Boutin : 200€ pour les mineurs, 400 € pour les adultes, soit un budget annuel proche de 300 Md€ par an. Pour NKM, c'est 470 € par mois. Pour B Hamon, « *un revenu de base équivalent au RSA socle (535 €), à tous les Français majeurs coûterait autour de 300 Md€ par an au départ ... son montant pourrait atteindre 750 €.* », soit environ 500 Md€.

Pour la pétition européenne – qui n'a pas atteint assez de signatures - c'est 800 Md€.

Comment financer ces centaines de milliards d'euros chaque année ?

➔ 500 Md€, c'est le budget de la Sécurité Sociale, 5 fois la CSG, 6 fois l'impôt sur le revenu, 2,5 fois la TVA

2 possibilités, en théorie, pour le revenu de base : soit s'ajouter aux autres revenus, soit s'y substituer en tout ou partie.

- Pour l'OFCE dégager 4 ou 500 Md€ supplémentaires en 2017 ou 2018... c'est « irréaliste ». Si nos (ex) députés, ministres,... pouvaient trouver des milliards par centaines, ça se saurait !
- En réalité, il s'agit d'augmenter l'imposition des particuliers (IR et CSG fusionnés – c'est la raison de la retenue de l'IR à la source - , TVA, taxes...) de faire des « économies » sur les services publics, de casser la Sécurité Sociale, de développer la privatisation.

LE « REVENU DE BASE » OUTIL DE CASSE DE LA SECURITE SOCIALE

Adieu 45 !

En France, le travail et la Sécurité Sociale sont indissolublement liés. L'affichage sympathique du revenu de base – c'est pour cela qu'on y retrouve la droite et pas seulement en France - a pour objectif de casser les deux en espérant éviter des grèves et manifestations de masse : baisse des salaires, protection sociale ramenée à un filet de sécurité minimal...

- Manuel Valls donne le mode d'emploi : il lie parfaitement « revenu décent » (en cohérence avec la baisse du « coût du travail » qu'il a mise en œuvre) et la casse de la Sécu (qu'il reconnaît avoir commencée) : « *Il s'agit de bâtir un système insensible aux changements de statut...une sécurité adaptée à une société de la mobilité... Nous avons, au cours du quinquennat, commencé à mettre en place un service public de la sécurité sociale insensible aux changements de statut...avec la Protection Universelle Maladie (PUMA) en matière d'assurance maladie. Le CPA (Compte Personnel d'Activité – loi El Khomri JCC-) en constitue le socle en matière de sécurité sociale professionnelle... »* .

En ce qui concerne les retraites : « *Poursuivre les convergences des régimes...l'hétérogénéité complique les transitions professionnelles* ». (3) « *Revaloriser autant que possible les petites retraites* » (4)

(3) Fin des régimes spéciaux, du statut de la fonction publique...

(4) Il s'agit au mieux des retraites au-dessous du seuil de pauvreté, rien pour les autres... pendant 5 ans supplémentaires.

- Pour la fédération CGT des organismes sociaux : « *Couper le rapport entre le travail et le revenu, c'est alimenter le discours ambiant sur l'assistanat* ». « *Le CPA permet notamment l'acceptation implicite que la retraite par répartition n'est plus une idée neuve, et laisse le champ libre à la retraite par capitalisation* ».

Le revenu « décent » de M. Valls : c'est un socle de base

Il remplace 10 minima sociaux RSA, allocation de solidarité pour les personnes âgées, allocation de solidarité spécifique, allocation adulte handicapé, allocation veuvage,... par une allocation unique qui inclut toutes les aides sociales, au logement... et est indifférente à la situation concrète des allocataires.

Ce socle, ce revenu « décent » appelle à se généraliser au chômage, aux retraites.... Pour avoir plus à chacun de s'assurer, de capitaliser...

On retrouve les projets du patronat, de l'Union européenne... voire au-delà !

- Pour Benoît Hamon, « la protection sociale du XXIème siècle », c'est aussi une réforme structurelle de la Sécurité qu'il ne précise pas mais qui inclut la suppression de la branche famille, du quotient familial, des aides au logement... ce qui ne fait pas le compte et de loin. Mais, comme pour lui, il n'y aura plus beaucoup de « travail », donc peu de cotisations, il s'agit de fiscalisation, donc de poursuivre le transfert de cotisations sociales « patronales » sur les ménages, comme l'a fait Rocard – auquel il rend sans cesse hommage – avec la CSG, adoptée aussi par 49-3.

LES ALTERNATIVES

Il ne s'agit pas d'esquisser un programme mais de montrer qu'il y a des alternatives largement majoritaires au mirage du revenu de base destiné à tromper la population et des militants sincères qui n'ont pas le temps d'étudier les textes.

Exemples :

- Ce qui devrait être le salaire minimum « décent », c'est le SMIC revalorisé. Par exemple la CGT, FO... se prononcent pour environ 1800 € brut. Les salaires, les retraites doivent être augmentés, le chômage bien indemnisé jusqu'au retour à l'emploi, les minima sociaux revalorisés permettant de vivre correctement, y compris pour ce qui concerne les jeunes... La loi El Khomri doit être abrogée, comme les lois Bachelot et Touraine...
- La tarte à la crème plus que séculaire de la « fin du travail » ne tient pas la route : il y a des besoins massifs en logement, transports, santé, formation, services publics, culture, transition écologique... Satisfaire ces besoins c'est des millions d'emplois.
- Le chômage et la précarité, l'augmentation de la productivité – d'ailleurs, faible malgré le « numérique » - permettent de poursuivre la réduction du temps de Travail. Selon la CGT, les 32 heures, sans compensation donnée au patronat, pourraient créer jusqu'à 4 millions d'emplois.
-

Pour une République sociale

Au-delà des nécessaires luttes défensives, des luttes pour obtenir des revendications, des avancées, il y a besoin de changer profondément de politique, de société : un code du travail qui protège, la reconquête et le développement des services publics, de la Sécurité Sociale, de l'industrie, le « bien travailler » émancipateur, la laïcité....

Contrairement à ce qu'on nous assène depuis près de 20 ans, la chute de l'URSS ne prouve nullement que le libéralisme est éternel. Il est possible et nécessaire de construire une REPUBLIQUE SOCIALE.

ACTUALITE SOCIALE

Pour une politique industrielle et ferroviaire conséquente !

Par Michel LABATIE

La situation du ferroviaire en France et l'avenir du Service Public SNCF préoccupent de plus en plus sérieusement la Convergence Nationale Rail et ses collectifs. Depuis la loi du 4 août 2014 portant sur réforme du ferroviaire et la feuille de route engageant le gouvernement sur l'avenir des Trains d'Equilibre du Territoire(TET), la situation se dégrade (seules 6 relations ferroviaires TET restent sous l'autorité de l'Etat et les trains de nuit sont supprimés sauf Paris/Briançon et Paris/Rodez/La Tour de Carol). Premières victimes de ce désengagement des TET par le gouvernement et la direction de la SNCF : les entreprises françaises de l'industrie ferroviaire qui manquent de commandes. Alors que partout le réseau ferroviaire de la SNCF suscite un profond mécontentement et de vives mobilisations de la part des usagers, les entreprises publiques injectent plus de 200 millions d'euros dans leurs filiales de cars déficitaires (Oubus pour la Sncf, Isilines pour Transdev). En plus d'être une absurdité écologique, ces «cars Macron» sont un modèle économique non viable comme vient de le prouver le désengagement de Flexibus sur la ligne historique Bordeaux-Lyon et le dépôt de bilan de la compagnie Mégabus!

Pourtant, avec des taux d'intérêts historiquement bas, une politique de grands travaux ferroviaires serait loin d'être absurde pour répondre aux besoins des usagers, qu'ils soient des particuliers ou des entreprises ! Cela permettrait de cesser les fermetures de lignes en catimini ou à des tronçonnages comme la suppression du segment Limoux-Quillan ou pour la ligne 14 de Nancy à Mery via Mirecourt-Vittel-Contrexéville. Cela permettrait que cessent des ralentissements permanents dus à l'état de la voie comme entre La Rochelle et La Roche S/Yon.

Depuis quelque temps, dès que des travaux sont prévus, nous assistons même à la fermeture tout un week-end, voire pour plusieurs mois comme par exemple sur Aurillac-Brive ! Le manque d'entretien est tel que 4 aller/retour sur l'axe Paris-Granville ont été supprimés le 9 novembre 2016 à cause des enrayages dus aux feuilles mortes sur les rails. Les travaux d'entretien et de modernisation de la voie sont indispensables. Les moyens doivent être déployés pour répondre aux besoins des particuliers et des entreprises, recréer des emplois.. C'est une nécessité écologique, c'est un impératif économique. Si le gouvernement continue d'être autiste, le rail français sera demain dans le même état que le réseau autoroutier des Etats-Unis aujourd'hui !

STOP AU CETA ET AU TAFTA

Par Yves PERLEIN

Sous un beau soleil mais avec un thermomètre à 0°, entre 50 et 80 personnes se sont rassemblées place de la République à Lille en début d'après midi le samedi 21 janvier.

Nous n'étions pas seuls sur cette place. Durant notre action les compagnons d'Emmaüs commémoraient le décès de l'Abbé Pierre et après nous, le Comité des Sans Papier 59 manifestait pour la fermeture du club privé "La Citadelle" (appartenant au mouvement d'extrême droite "Génération identitaire") ouvert depuis le 24 septembre 2016.

Cela a été l'une des raisons invoquées dans l'arrêté préfectoral d'interdiction de manifestation dans un large périmètre du centre ville pour la journée du 21 janvier. Les autres raisons invoquées par l'arrêté préfectoral sont les soldes et le match de 8ème de finale de Handball à 18h stade Pierre Mauroy à Villeneuve d'Ascq (commune située à 10km de Lille)...

Notre action prévoyant un départ de la place de la République pour une déambulation festive et caricaturale au travers des rues piétonnières de Lille pour rejoindre la place Rihour, centrale, mais aussi siège de la permanence de Tokia Saïfi députée européenne LR, membre de la commission INTA et favorable au CETA (interpellée plus de 18000 fois via CETA Check), n'a pas pu se faire sous cette forme. Cette place devait être le lieu symbolique d'interpellation des autres députés européens pro CETA : Jérôme Lavrilleux et Dominique Riquet.

Notre action s'est donc transformée en un rassemblement statique place de la République. De nombreuses pancartes différentes citant les travers du CETA ont été commentées au micro. L'affichage des portraits des euro-député.e.s pro CETA a été le prétexte au déploiement d'un chèque en blanc en leur nom et à leur interpellation au micro.

Une conseillère municipale EELV de la ville de Lille a déchiré symboliquement le chèque en blanc au nom de l'euro-députée Karima Delli et en l'absence de Gilles Pargneaux et d'un représentant du parti socialiste dans le public, nous l'avons déchiré à sa place.

Plusieurs prises de parole se sont succédées : LDH, la France insoumise, EELV, Ensemble, Solidaires, la CGT, Résistance Sociale, les Amis du Monde Diplomatique, le collectif Houille, ouille, ouille.

140 cartes pétition ont été signées qui vont être envoyées groupées au parlement européen. De nombreux tracts ont été distribués. Nous envisageons de faire parvenir les chèques en blanc aux euro-député.e.s concerné.e.s avec un mot d'accompagnement.

Nous nous sommes quittés alors qu'un dispositif policier renforcé se mettait en place pour la manifestation du CSP59 que certains d'entre nous ont rejoint et qui s'est déroulée sans heurts.

Quelques photos : https://www.dropbox.com/sc/xud5931qw6rs5l5/AAAKZpkMHHSbej7v_pWM4xjHa

Le reste sur #NOCETA21J Le collectif Stop TAFTA de la métropole lilloise

COUP DE GUEULE

Comment on tue sciemment les services publics

par Aure ANDRE

Quand on veut tuer son chien, on l'accuse de la rage, dit-on. Les socio-libéraux font mieux, il l'inocule. Dans un but bien simple : détourner les citoyens de leurs services publics.

Ainsi les transports publics. Il vaut mieux ne pas être banlieusard francilien. Pas un jour –pas un jour !- sur toutes les lignes SNCF ou RER sans un problème, un train en panne sur les voies, une caténaire défailante, un aiguillage bloqué, etc... par manque de personnel pour l'entretien. Tout ça aboutit à des trains surchargés où les voyageurs sont entassés de façon indigne et à des allongements de trajet inadmissibles allant souvent jusqu'à une heure, que les salariés ne subissent pas sans vouer les opérateurs publics aux gémonies.

Les hôpitaux publics. Au prétexte de la rentabilité ou –mieux dit- de la rationalisation des soins, on a fermé des services, quelquefois des établissements, on a supprimé des dizaines de milliers de postes. Lors du début de l'épidémie de grippe, la ministre a cherché à se servir de ce prétexte pour justifier le report d'opérations jugées « non-vitales ». Comme si ces reports n'étaient pas devenus la pratique commune, comme si les couloirs n'étaient pas encombrés de brancards suite à la suppression –y compris physique- de lits. Comme si obtenir un rendez-vous en consultation spécialisée ne relevait pas du parcours du combattant... On ne s'étonnera pas que les patients qui le peu-

vent se tournent vers les cliniques privées desquelles ils seront rapatriés en urgence au moindre problème grave que, seul, l'hôpital peut traiter... et qu'il assumera y compris financièrement.

La poste. Elle bénéficiait d'une « grosse cote » auprès des Français. On a connu le temps où le courrier arrivait toujours à J+1 sans « tarif rouge ». Les facteurs (pas les « préposés, les facteurs !), agents remarquablement conscients de leur rôle, gardaient un œil sur les personnes âgées de leur tournée et rendaient spontanément de menus services. Dans le monde rural, ils remplissaient un rôle social irremplaçable. « Quoi ? » a dit la direction de la société devenue « anonyme », « un secteur potentiellement marchand qui nous échappe ! ». Ces services sont maintenant proposés et... facturés. Quant aux bureaux de poste, ils sont devenus des agences commerciales où on peut trouver n'importe quoi mais où on a du mal à acheter un timbre.

3 exemples ! 3 exemples qui ne sont pas le fruit du hasard, mais les conséquences de choix politiques.

On ne peut pas encenser les services publics en temps de crise aigüe, prétendre les soutenir et ne pas leur donner les moyens humains et matériels de remplir leurs missions ou quand on les détourne de leur but.

C'est soit incompétence soit hypocrisie.

VOUS AUSSI, REFUSEZ LA RÉSIGNATION, ADHÉREZ À RÉSISTANCE SOCIALE !!!

Le bulletin Résistance Sociale est une publication de RESO, association loi 1901

Siège social :
121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

Tel : 06 33 82 05 15

Site Internet : www.resistancesociale.fr
Courriel : webmaster@resistancesociale.fr

Présidente de RESO et directrice de la publication :
Marinette BACHE

NOM PRENOM :

ADRESSE :

.....

TEL : Portable :

E-mail :

- J'adhère à RÉSO et je verse 10 euros
 Je m'abonne au bulletin « Résistance Sociale » et je verse 5 euros
 Je souhaite diffuser le journal autour de moi. Adressez-moi exemplaires par envoi.

À retourner à : RÉSO 121 avenue Ledru Rollin 75011 PARIS

(chèque à l'ordre de Résistance Sociale)